

*par Lilian Halls-French*

Dans un contexte européen de régression des valeurs et des droits, l'écart entre les textes censés protéger les femmes et leur réalité quotidienne devient abyssal et, à l'heure où on parle beaucoup d'initiatives citoyennes, de valeurs citoyennes, d'entreprises citoyennes... nous dénonçons un concept de citoyenneté creux et vidé de sons sens, comme ont fait les suffragettes au 19ème siècle avec le suffrage dit universel.

Surexploitées, réduites au silence, privées de leurs droits, exclues de l'espace public, les femmes sont des citoyennes européennes de second rang. Elles sont les premières à subir les conséquences de l'ultra libéralisme et de la mondialisation. Ce sont elles qui en assument les coûts les plus lourds : précarité de l'emploi, surexploitation, délocalisations, accroissement des inégalités, remise en cause des acquis. Elles forment l'essentiel de la main-d'œuvre flexible et bon marché. Elles sont les plus touchées par les crises économiques et les restructurations, par le chômage et la précarité.

Le travail domestique, qui n'est ni évalué, ni reconnu, ni rémunéré est très largement assuré par les femmes. Dans l'Europe entière le démantèlement des services publics – notamment ceux qui concernent la protection sociale – a pour effet de transférer vers l'espace domestique les responsabilités de l'Etat et des collectivités. La disparition progressive des services aux personnes – enfants, malades, personnes âgées – fait retomber en premier lieu sur les femmes les tâches qui ne sont plus assumées collectivement et les reconduit à la maison.

En France plus de 80% des sièges de l'Assemblée Nationale sont occupés par les hommes. Il faut du temps pour s'investir dans une carrière politique et les femmes doivent montrer leurs capacités à jongler entre vie professionnelle et publique d'une part, et vie privée d'autre part. Il faut aussi de l'argent. Les femmes des milieux modestes, qui n'ont pas les moyens de se faire aider, sont rares sur les bancs des assemblées élues. La démocratisation des institutions et la lutte contre l'injustice sociale sont des préalables à l'accès de toutes les femmes à la vie politique car la pauvreté et la précarité sont des obstacles majeurs à l'auto-détermination et à l'investissement dans la sphère publique.

Selon les sources, entre 20 et 25% des femmes en Europe sont victimes de violences au

cours de leur vie. Coups, meurtres, viols, mutilations sexuelles : elles sont victimes très majoritairement de leurs partenaires, des hommes de leur famille, des proches au sein de leur foyer. L'ampleur terrifiante de cette violence est maintenant connue. Cependant les politiques de sécurité des Etats continuent de l'ignorer. Ils se préoccupent, à juste titre, des conflits armés, de l'exclusion sociale, du racisme, mais il n'existe pas de cadre européen légal contraignant pour agir efficacement contre le fléau des violences faites aux femmes.

Les droits à l'IVG, à la contraception et au divorce sont remis en cause, dans la législation aussi bien que dans les faits, dans plusieurs pays et la montée des intégrismes religieux, tous misogynes, s'accompagne d'atteintes croissantes aux droits des femmes. Seule la réaffirmation du principe de laïcité de toutes les institutions et règles de l'Union serait en mesure de garantir ces droits, contre les pressions des Eglises qui s'exercent déjà aujourd'hui dans de nombreux Etats. Les tenants des nouvelles croisades, qui osent crier au « péril musulman », sont les premiers responsables de la montée des intégrismes religieux en Europe. La laïcité ne fait partie ni des valeurs, ni des objectifs de la construction de l'Europe dont les dirigeants multiplient les références à « l'héritage chrétien » de leurs Etats. Le Conseil d'Ethique de la Commission – supposé neutre – comprend désormais dans ses rangs une « vierge consacrée », personne en charge de propager l'évangile dans la société civile. L'instance d'appel de la Cour Européenne des Droits de l'Homme vient d'entériner la présence obligatoire de crucifix dans les écoles publiques en Italie comme « expression de l'identité culturelle et religieuse des pays de tradition chrétienne ». L'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe a adopté en octobre une résolution qui étend le droit à l'objection de conscience pour l'avortement à tout le personnel de santé en Europe. Aujourd'hui, l'association des pharmaciens catholiques polonais s'engouffre dans la brèche pour exiger, au nom du même principe, de pouvoir refuser de vendre des contraceptifs.

Les droits humains fondamentaux des femmes sont universels. En 2005 le Conseil de l'Europe a adopté une Résolution appelant les Etats membres à assurer la protection des femmes vivant sur leur territoire contre toute violation de leurs droits au nom de la religion ou de la tradition. Pourtant ces atteintes se multiplient et sont tolérées, voire justifiées, par une partie du mouvement démocratique au nom du respect du « choix », de la « liberté » des femmes, ou de leur culture. Cette complaisance menace la mixité de l'espace social. L'apartheid de

genre gagne l'espace public. Les concepts politiques de « liberté » et de « choix » des femmes sont des pièges : choix ou liberté de rester à la maison, d'élever ses enfants, de travailler à temps partiel, de porter le voile ou la burqa, de vendre son corps ? Non, la liberté des femmes et leur libre choix ont comme préalable l'accès à l'éducation, au travail aux ressources et au pouvoir de décision.

Des centaines de milliers de femmes migrantes vivant en Europe sont privées du bénéfice des lois antidiscriminatoires ou enfermées dans des espaces patriarcaux régis par des coutumes et des codes juridiques extra-européens, soit du fait des politiques anti-migratoires ultra conservatrices, soit en raison d'accords bilatéraux entre leur pays de résidence et leur pays d'origine. Pour elles c'est double peine, double souffrance, double silence et double exploitation. Chasse à l'étranger, traque aux sans papiers, aux sans logis, aux sans voix : la France ne fait plus depuis longtemps figure de pays des lumières sur ce continent. Je suis pour ma part une française d'origine incertaine et je me sens partout chez moi. L'Europe de l'Initiative Féministe Européenne est multicolore, ouverte sur le monde et elle a les cheveux aux vents. Nous sommes solidaires des femmes du Mashreq et du Maghreb en lutte dans leurs pays pour la liberté et la dignité et nous agissons avec elles en lien avec le mouvement progressiste pour la reconnaissance de l'universalité des droits des femmes et la promotion de sociétés démocratiques et laïques.

Mais la lutte pour l'égalité est le maillon faible de la pensée politique. Les partis politiques se déclarent tous féministes pourtant, quand il s'agit d'analyser les sociétés ou de développer des stratégies, « la question des femmes » est reléguée en fin d'agenda en termes d'objectifs comme en termes de moyens ou confinée dans des commissions spécialisées. Tant que les Etats ne respecteront pas leurs engagements, tant que les syndicats et les partis n'intégreront pas l'égalité dans leur culture et dans leurs pratiques en s'attaquant aux racines de la situation, la domination masculine, le système patriarcal, les rapports de pouvoir qui structurent tous les systèmes d'exploitation et d'oppression ne pourront que perdurer. C'est sur cette question majeure du pouvoir que nous avons développé, avec la fondation Gabriel Péri, un espace commun de travail, espace précieux, car aborder la domination de sexe comme une question politique reste un défi.

Nous sommes féministes car l'affirmation d'une « égalité déjà là » est une imposture et le

mythe d'une identité féminine qui maintient les femmes hors de l'Histoire, dévastateur. Parce que naître femme nous prédestine : choix des couleurs, des prénoms, des alliances mais aussi choix de vie ou de mort. Parce que le féminisme, porteur de l'exigence d'égalité, est un élément moteur des transformations dont nos sociétés ont besoin.

Comment en finir avec la schizophrénie d'un monde où l'égalité des sexes est définie comme une condition du développement mais qui perpétue la domination exercée sur les femmes ? Nous travaillons, dans l'IFE-EFI (l'Initiative Féministe Européenne), à l'instauration du rapport de forces nécessaire qui requiert l'accès égal des femmes aux lieux de pouvoir mais aussi des moyens politiques pour lutter contre les stéréotypes et agir sur le processus continu de construction des identités.

Nous portons l'exigence d'une autre Europe et nous agissons pour des textes sur l'égalité qui aient force de loi au niveau européen ; pour la reconnaissance du droit d'asile pour les motifs de violences, répressions et persécutions subies par des femmes, en raison de leur sexe ou de leur sexualité ; pour l'harmonisation des lois dans l'UE sur les législations les plus avancées et les plus progressistes ; pour l'allocation de moyens afin d'aider les femmes à assumer des responsabilités politiques, quel que soit leur statut économique ou social ; pour un statut de partenaires sociales à part entière - comme celui des syndicats - pour les associations féministes qui ont un statut consultatif au niveau des institutions européennes ; pour l'application de la parité dans les instances européennes dont les membres sont nommés.

Rien n'a jamais été acquis hors de l'engagement et de l'action des femmes elles mêmes, mais la démocratie est l'affaire de tous.